

# Faut-il en finir avec les réseaux d'enseignement?

La Libre Abonnés - Monique Baus - 21 février 2020

Extraits

Article complet pour les abonnés

<https://www.lalibre.be/belgique/enseignement/faut-il-en-finir-avec-les-reseaux-d-enseignement-5e5025c5d8ad58685c280188>

Une analyse relève les désavantages de notre système scolaire organisé en deux piliers, chrétien et laïque.

L'analyse de l'évolution des écoles catholiques publiée en ligne par le Crisp (le Centre de recherche et d'information sociopolitiques) débouche sur deux grandes questions.

## 1 Qu'apportent encore de positif les réseaux d'enseignement ?

La première question est le fruit d'un long raisonnement à partir d'un constat : "En dépit de la permanence de l'identité affichée, les écoles catholiques se sont de facto largement déconfessionnalisées." Aujourd'hui, ces écoles intègrent tant une pluralité de convictions et de cultures que la reconnaissance des réalités profanes. "Leur objectif est d'accompagner les enfants et les jeunes dans leur recherche de sens en les ouvrant à la dimension spirituelle", lit-on.

De part et d'autre de la frontière linguistique, l'enseignement catholique a intégré le fait qu'il ne scolarise plus seulement des enfants de familles catholiques, et encore moins de familles catholiques pratiquantes. "Plus de 70 % des jeunes Flamands fréquentent une école catholique", relève l'analyse, "alors que moins de 5 % de la population se rend régulièrement à la messe dominicale". Côté néerlandophone, d'ailleurs, les écoles catholiques sont devenues des "écoles catholiques du dialogue", "des écoles inclusives qui réunissent chrétiens, musulmans, juifs, autres croyants et humanistes non croyants".

Malgré cette transformation, "l'organisation de l'enseignement en Belgique demeure figée dans un modèle défini à l'époque du Pacte scolaire de 1959". Un système en deux grands piliers, chrétien et laïque. Ce qui, selon la docteure en histoire Caroline Sägerser, présente un certain nombre de désavantages. La chercheuse cite "la mise en concurrence des établissements, l'absence de programmes unifiés, l'impossibilité d'introduire le cours de philosophie et

citoyenneté dans le réseau libre (une revendication laïque) et des distorsions dans le financement public de l'école (un motif de doléances côté catholique)". Les politiques scolaires n'y gagnent pas, dénonce-t-elle, examinées à la lumière du coût-bénéfice pour chaque réseau plutôt qu'en pensant d'abord aux élèves.

## **2 Veut-on promouvoir un nouveau courant confessionnel plus dur ?**

Le maintien d'un enseignement catholique justifie la création d'écoles confessionnelles islamiques (en tout cas côté francophone, le gouvernement flamand ayant cherché à la retarder au maximum). Ces écoles qui s'adressent à un seul public d'une seule religion ont rejoint une poignée d'écoles protestantes et juives. "Si ces dernières ne sont pas appelées à un grand développement vu l'étroitesse du public visé, il n'en va pas de même des écoles islamiques. Dans les écoles secondaires officielles (où l'élève peut choisir entre morale non confessionnelle et une des religions reconnues), le cours de religion islamique est le cours de religion le plus suivi avec 21 % des inscrits", constate la chercheuse. La conclusion de l'analyse est sans appel. Avant, l'école officielle était l'école pour tous, une caractéristique que revendique aujourd'hui aussi l'école catholique. Le projet des nouvelles écoles confessionnelles est différent. "Alors, en poursuivant une organisation en piliers, veut-on promouvoir le nouveau développement d'un enseignement strictement confessionnel ?"